

Rapport d'orientation budgétaire 2018

Sommaire

- 1) Le cadre réglementaire
- 2) L'architecture budgétaire
- 3) Les comptes administratifs 2017
- 4) Les éléments de la loi de finances 2018
- 5) Les orientations budgétaires 2018
- 6) L'analyse de la dette
- 7) Les engagements pluriannuels
- 8) Le personnel
- 9) Les ratios de l'article 13 de la loi n°2018-32
- 10) La prospective financière

1) le cadre réglementaire

Le **débat d'orientation budgétaire** représente une étape essentielle de la procédure budgétaire des collectivités et doit permettre d'informer les élus sur la situation économique et financière de leur collectivité afin d'éclairer leur choix lors du vote du budget primitif.

Dispositions légales : contexte juridique ordinaire

Le **DOB est une étape obligatoire** dans le cycle budgétaire des régions, départements, communes de plus de 3 500 habitants, des EPCI et syndicats mixtes comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (*Art. L.2312-1, L.3312-1, L.4312-1, L.5211-36 et L.5622-3 du CGCT*). Il est à noter que l'année de création d'un EPCI, le DOB n'est pas obligatoire.

En cas d'absence de DOB : toute délibération relative à l'adoption du budget primitif est illégale (*CAA Marseille, 19/10/1999, « Commune de Port-la-Nouvelle »*).

Délai :

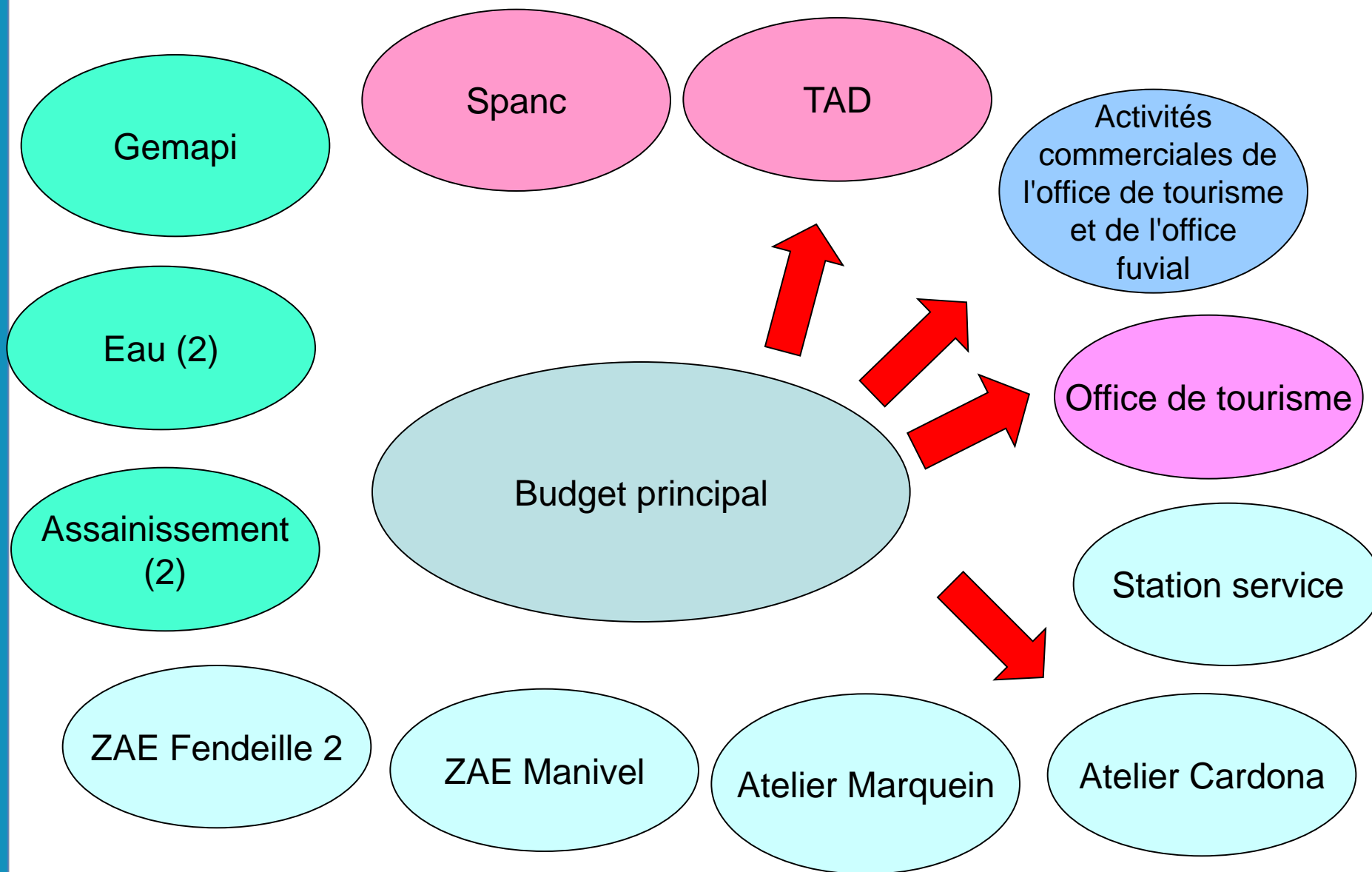
- 10 semaines précédant l'examen du budget pour les régions
- 2 mois pour les autres collectivités et établissements

Modifications liées à la loi portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) du 7 août 2015

Article 107 « Amélioration de la transparence financière »

- Le DOB des EPCI doit être transmis obligatoirement aux communes membres et, celui des communes au président de l'EPCI dont la commune est membre.
- Avant l'examen du budget, l'exécutif des communes de plus de 3 500 habitants, des EPCI de moins de 10 000 habitants, des départements, des régions et des métropoles présente à son assemblée délibérante, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette.
- Pour les communes de plus de 10 000 habitants et les EPCI de plus de 10 000 habitants comprenant au moins une commune de 3 500 habitants, les départements, les régions et les métropoles, le rapport de présentation du DOB comporte en plus une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs. Il précise notamment l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail.
- Lorsqu'un site internet de la collectivité existe, le rapport adressé au conseil à l'occasion du débat sur les orientations budgétaires doit être mis en ligne (décret à venir pour préciser les conditions de mise en ligne).

2) L'architecture budgétaire intercommunale



3) Les comptes administratifs 2017 (1)

Décomposition de l'excédent global consolidé en K€

Ets	Fonctionnement					Investissement					Résultat	Total
	Dépenses	Recettes	Résul. Exer	Résul Anté	Résultat	Dépenses	Recettes	Résul exer	Résul Ant	Résultat	RAR	
CCCLA	-16 974 542,19	17 637 628,76	663 086,57	6 526 295,81	7 189 382,38	-2 657 528,36	1 763 709,77	-893 818,59	-783 542,99	-1 677 361,58	48 347,40	5 560 368,20
PAF2	-10 133,00	5 043,00	-5 090,00	0,00	-5 090,00	-5 042,60	5 090,40	47,80	-6 062,40	-6 014,60	0,00	-11 104,60
Port	-144 791,09	141 565,80	-3 225,29	-909,35	-4 134,64	-4 087,86	9 692,62	5 604,76	25 831,34	31 436,10	0,00	27 301,46
Tour	-298 911,70	301 793,01	2 881,31	14 140,13	17 021,44	-15 105,70	10 257,55	-4 848,15	35 349,17	30 501,02	0,00	47 522,46
Marq	-5 902,49	5 103,78	-798,71	1 429,12	630,41	-14 371,27	14 372,26	0,99	-0,05	0,94	0,00	631,35
Card	-14 694,60	32 936,21	18 241,61	671,42	18 913,03	-18 453,59	17 617,00	-836,59	-17 616,70	-18 453,29	0,00	459,74
Mani	-7 500,00	30 006,67	22 506,67	0,38	22 507,05	0,00	7 500,00	7 500,00	-3 876,15	3 623,85	0,00	26 130,90
Stat°	-159 565,64	177 983,58	18 417,94	-24 587,43	-6 169,49	-1 831,30	3 389,95	1 558,65	43 140,30	44 698,95	0,00	38 529,46
Spanc	-137 543,20	123 573,30	-13 969,90	12 883,39	-1 086,51	-324,40	3 496,41	3 172,01	16 613,49	19 785,50	0,00	18 698,99
TAD	-2 300,02	2 300,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
Total	-17 755 883,93	18 457 934,13	702 050,20	6 529 923,47	7 231 973,67	-2 716 745,08	1 835 125,96	-881 619,12	-690 163,99	-1 571 783,11	48 347,40	5 708 537,96

Taux d'imposition 2017

TH	12,27%
TF	1,44%
FNB	16,19%
CFE	32,72%

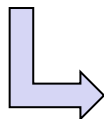
3) Les comptes administratifs 2017 (2)

Détail des principaux investissements réalisés en K€

Aménagement Grand Bassin	1235
Participation THD	344
Plantation Canal du Midi	77
Lecture publique	75
Services techniques	18
Véhicules	47
Petite enfance	45
Siège sociale	30
Ecole de musique	14
Aérodrome	14
Informatique	19
Autres	33
Total	1932

Etat de la dette au 31/12/2017 en K€

Requalification En Tourre	421
Atelier Marquein	101
Atelier Cardona	271
Chambre funéraire	258
Office fluvial	30
Budget général	220
Total	1 301



1051 K€ de capital restant dû sont couverts par des recettes.

4) la loi de finances 2018 (1)

1. **Un objectif national d'économies de 13 Md€ - Article 10 du LPFP.** Pour les collectivités locales, les objectifs sont les suivants :

Collectivités territoriales et EPCI	2018	2019	2020	2021	2022
Dépenses de fonctionnement	1,2 %	1,2 %	1,2 %	1,2 %	1,2 %
Pour l'évolution du besoin de financement en Md€ :					
Réduction annuelle du besoin de financement	- 2,6	- 2,6	- 2,6	- 2,6	- 2,6
Réduction cumulée du besoin de financement	- 2,6	- 5,2	- 7,8	- 10,4	- 13,0

Les collectivités concernées par ces contrats seront celles qui ont plus de 60 M€ de dépenses réelles de fonctionnement au compte de gestion du budget principal au titre de l'année 2016, soit 340 collectivités.

Ces contrats pourront être conclus à compter du 1^{er} janvier 2018. Ils ont une durée de 3 ans et seront conclus au plus tard à la fin du premier semestre 2018, pour les exercices 2018, 2019 et 2020.

2. **Taux d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement plafonné à 1,2% par an :** Dans certaines conditions (évolution de la population, revenu moyen par habitant, évolution des DRF entre 2014 et 2016 par rapport à la moyenne) ce taux peut être modulé à la baisse (1,05% annuel) ou à la hausse (1,35% annuels). Les budgets annexes ne sont pas concernés par l'objectif.

3. **Le plafond national de référence : le ratio dette/CAF.** Sur le budget principal, ce ratio doit être inférieur à 12 ans pour les communes et EPCI, 10 ans pour les départements et la métropole de Lyon, 9 ans pour les régions, la collectivité de Corse, les collectivités territoriales de Guyane et de Martinique.

4. **Bonus-malus en fonction du respect ou non des objectifs du contrat.** A compter de 2018, est examiné l'écart entre le niveau des DRF exécuté et l'objectif fixé dans le contrat. Cette différence est appréciée sur la base des derniers comptes de gestion disponibles.

Si la collectivité a accepté de signer un contrat, la « reprise financière » est égale à 75 % de l'écart constaté. Le montant de cette reprise ne peut excéder 2 % des recettes réelles de fonctionnement du budget principal de l'année considérée.

Si la collectivité a refusé de signer un contrat, le montant du malus est égal à 100% de l'écart avec l'objectif dans la limite de 2 % des RRF du budget principal.

4) la loi de finances 2018 (2)

A. Dégrèvement de TH en 3 ans – Article 5 de la LF 2018

80 % des foyers seront dispensés du paiement de la TH au titre de leur résidence principale d'ici 2020. Le paiement de la TH sera en revanche maintenu pour les autres contribuables (20%). L'Etat prendra en charge la partie de la TH concernée par le dégrèvement (30% en 2018, 65% en 2019, 100% en 2020) dans la limite des taux et des abattements en vigueur pour les impositions de 2017.

Les éventuelles augmentations de taux ou diminutions/suppressions d'abattement seront supportées par les contribuables. La taxe GEMAPI devrait aussi être payée par les contribuables.

C. Revalorisation des valeurs locatives cadastrales en 2018 – Article 99 de la LF2017 modifié par l'article 30 de la LFR 2017

La revalorisation des bases fiscales 2018 est égale au taux de variation, entre novembre 2016 et novembre 2017, de l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), soit 1,24%. Les valeurs locatives des locaux professionnels devaient dès 2018 et contrairement aux autres locaux être revalorisées à travers une mise à jour permanente des tarifs. Cependant, l'article 30 de la LFR 2017 diffère au 1er janvier 2019 la mise à jour permanente des tarifs. Ainsi, pour l'année 2018, les valeurs locatives des locaux professionnels sont revalorisées comme les autres locaux c'est-à-dire en appliquant le taux de 1,24%.

D. Contribution économique territoriale – Articles 15 et 97 de la LF 2018

CFE : Exonération de la cotisation minimum de CFE des redevables réalisant un très faible chiffre d'affaires inférieur ou égal à 5 000 € avec une compensation aux communes et aux EPCI calculée sur la base du taux de CFE (figé) de 2018.

Territorialisation de la CVAE : Abrogation du I et II de l'article 51 de la LFR 2016 relatif à la territorialisation de la CVAE des groupes et maintien du rapport annuel sur la CVAE prévu par l'article 51 de LFR 2016 en vue d'une modification des modalités de répartition de la taxe à compter du 1^{er} janvier 2019.

Surpondération appliquée aux locaux industriels : La LF 2018 relève la surpondération des locaux industriels d'un coefficient de 5 à un coefficient de 21 afin de ne pas pénaliser les collectivités locales d'implantation des entreprises industrielles par rapport à la révision des valeurs locatives des locaux professionnels.

4) la loi de finances 2018 (3)

A. **Le gel des concours financiers de l'État.** La LPFP détermine un objectif d'évolution des concours financiers de l'État. Cet objectif n'intègre pas le FCTVA et le produit de l'affectation de la TVA aux régions.

Tableau récapitulatif sur les variables d'ajustement en LF pour 2018

(M€)	Montant 2016	Montant 2017	Baisse 2017-2018 PLF initial	Baisse 2017-2018 LF définitive	Montant 2018 LF définitive
DUCSTP (exclusivement bloc communal)	163 M€	51 M€	- 9 M€ / - 18 %	- 51 M€ / - 100 %	0
FDPTP (exclusivement le bloc communal)	423 M€	389 M€	- 65 M€ / - 17 %	- 56 M€ / - 14 %	333 M€
DCRTP du bloc communal	1 175 M€	1 175 M€	- 199 M€ / - 17 %	- 137 M€ / - 12 %	1 038 M€
DCRTP (départements et régions)	2 149 M€	1 925 M€	- 43 M€ / - 2,2 %	- 43 M€ / - 2,2 %	1 882 M€
Dot ² (exclusivement Départements + Régions)	628 M€	536 M€	- 6 M€ / - 1,1 %	- 6 M€ / - 1,1 %	530 M€
Montant total des baisses			- 322 M€	- 293 M€	

Le montant du FPIC est maintenu à 1 Md€ en 2018. Le dispositif de garantie de sortie a été modifié afin de mettre progressivement fin à la coexistence de 2 régimes différents. Les ensembles intercommunaux devenant inéligibles ou restant inéligibles en 2018 perçoivent à titre de garantie, une attribution égale à 85 % du reversement perçu par l'ensemble intercommunal en 2017 (au lieu de 70 % prévus en LF 2017). En 2019, cette garantie sera abaissée à 70 % pour les territoires devenant ou restant inéligibles au reversement du FPIC (au lieu de 50 % en LF 2017). A compter de 2020, seule subsistera une attribution égale à la moitié de celle perçue l'année précédente, non renouvelable.

4) orientations budgétaires 2018 (1)

➤Hypothèses

- Recettes fiscales et dotations (-120 K€)
- Pas de rôles supplémentaires
- FPIC au niveau 2017
- Financement des OM par la TEOM (la mise à jour de la participation du Smictom n'est pas intégrée)
- Prise en compte du CEJ en année pleine (+100 K€)
- Prise en compte des demandes des services (+260 K€)
- TAD sur 12 mois
- Mise en œuvre des compétences gemapi eau et assainissement
- Taux de fiscalité directe inchangés
- Acquisitions foncières Mas Saintes Puelles et Saint Papoul (700 K€)
- Impact du transfert du pluvial non intégré
- Autofinancement des investissements hors zones activités.

➤Chiffres clefs

- Budget consolidé : 37 820 K€
- Investissements inscrits : 5932 K€

5) orientations budgétaires 2018 (2)

Ventilation par budget

BP 2018	Fonctionnement	Investissement	Total
Budget général	23 600 402 €	5 271 391 €	28 871 793 €
Port Fluvial	175 616 €	41 436 €	217 052 €
SPANC	346 447 €	19 886 €	366 333 €
Office de Tourisme	340 526 €	42 501 €	383 027 €
PA Fendeille 1	0 €	0 €	0 €
Manivel	526 908 €	370 000 €	896 908 €
Cardona	33 627 €	37 784 €	71 411 €
Marquein	7 077 €	15 035 €	22 112 €
Station service	194 771 €	48 089 €	242 860 €
PA Fendeille 2	1 059 440 €	686 015 €	1 745 455 €
Gemapi	150 000 €	0 €	150 000 €
Eau Régie	502 557 €	339 253 €	841 810 €
Eau DSP	534 076 €	814 273 €	1 348 349 €
Assainissement Régie	530 085 €	431 514 €	961 599 €
Assainissement DSP	718 729 €	933 462 €	1 652 191 €
TAD	50 000 €	0 €	50 000 €
Total	28 770 261 €	9 050 638 €	37 820 899 €

Prévision sur l'évolution des recettes fiscales et des dotations

en euros	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Produit TH	3 126 858	3 132 951	3 201 120	3 229 635	3 294 817	3 335 673
+ Produit FB	312 298	318 312	326 549	335 033	335 257	339 414
+ Produit FNB	184 623	185 699	187 804	190 481	191 964	193 884
+ Produit CFE	2 785 199	2 633 960	2 684 022	2 913 110	2 917 557	2 952 037
+ CVAE	1 114 965	986 473	1 030 219	1 025 922	1 044 083	1 000 933
+ IFER	253 068	414 492	414 492	422 337	426 252	426 253
+ TASCOM	250 370	269 325	269 325	234 155	300 953	300 953
+ Compensations fiscales	288 574	275 376	298 622	242 397	307 500	301 323
+ taxe additionnelle FNB	60 976	60 976	62 783	62 783	62 784	62 783
+ FNGIR	1 107 196	1 121 076	1 121 076	1 121 076	1 121 076	1 121 076
+ DCRTP	617 936	597 819	597 819	597 819	597 819	514 124
+ DGF	2 172 365	2 242 897	2 023 280	1 884 635	1 757 808	1 699 731
+ FPIC	103 020	202 055	156 446	193 835	243 558	243 558
= Total	12 377 448	12 441 411	12 373 557	12 453 218	12 601 428	12 491 741

5) orientations budgétaires 2018 (3)

Détail des dépenses et des recettes consolidées

Budget 2018 Fonctionnement:

Détail Recettes	Total
Atténuation de charges	136 383,00 €
Produits de services	2 888 327,49 €
Impôts et taxes	13 766 874,00 €
Dotations et subventions	4 430 651,47 €
Autres produits	494 329,80 €
Résultat reportés	5 600 986,40 €
Opérations d'ordre	402 709,00 €
Opérations de stock	1 050 000,00 €
Total Recettes	28 770 261,16 €

Budget 2018 Investissement:

Détail Recettes	Total
1068	1 647 467,29 €
FCTVA	92 068,00 €
Subventions	1 466 481,00 €
Emprunts	2 207 273,08 €
Amortissement	1 424 919,00 €
Virement	1 709 562,13 €
Autres recettes	67 778,40 €
Opérations de stock	305 042,60 €
Résultat reportés	130 046,36 €
Total Recettes	9 050 637,86 €

Détail Dépenses	Total
Charges courantes	3 657 587,40 €
Personnel	3 992 604,00 €
Charges exceptionnelles	8 200,00 €
Frais financiers	270 000,00 €
Reversements	8 413 008,00 €
Participation SMICTOM	3 020 000,00 €
Dépenses non affectées (658)	5 900 319,00 €
Autres charges	92 966,00 €
Amortissement	1 437 216,00 €
Virement SI	1 956 837,67 €
Opérations de stock	5 042,60 €
Résultat reporté	16 480,49 €
Total Dépenses	28 770 261,16 €

Détail Dépenses	Total
Opérations réelles	5 932 649,57 €
Emprunts	564 217,00 €
Autres dépenses	45 323,00 €
Opérations de stock/d'ordre	806 619,00 €
Résultats reportés	1 701 829,29 €
Total Dépenses	9 050 637,86 €

5) orientations budgétaires 2018 (4)

Détail des dépenses d'investissement

Budget Principal

Informatique	15 000 €
Fonds de concours (Syaden et Labastide d'Anjo)	504 000 €
Aire d'accueil des gens du voyage	840 €
Médiathèques	33 830 €
Véhicules de Service	97 200 €
Zone industrielle	5 000 €
Réserves foncières	700 000 €
Bibliothèque Village	221 630 €
Fourrière animale	500 €
Aérodrome	7 800 €
Instruements EMI	10 000 €
Rami	12 280 €
Déchets ménagers	83 000 €
Services techniques	2 300 €
Crèches	219 779 €
Ganguise	9 000 €
Garage PFIL	26 000 €
Accessibilité	150 000 €
Aménagement Grand Bassin	670 000 €
Isolation siège social	43 200 €
Fonds Médiathèque	70 000 €
Site internet	30 000 €
Replantation Canal du Midi	77 000 €
<i>Total</i>	2 988 359 €

Spanc

Divers	<i>Total</i>	19 885 €
<u>Office de tourisme</u>		
Divers	<i>Total</i>	40 251 €
<u>Port</u>		
Divers	<i>Total</i>	35 976 €
<u>Station service</u>		
Divers	<i>Total</i>	45 835 €
<u>ZA économiques</u>		
Fendeille 2		680 000 €
Manivel		370 000 €
<i>Total</i>		1 050 000 €
Eau et Assainissement	<i>Total</i>	1 752 342 €

Total Général **5 932 648 €**

5) orientations budgétaires 2018 (5)

Détail des participations et subventions à verser

Bénéficiaires	Montant
CCCLA:	
OTSI	280 276 €
Port Fluvial	18 805 €
Transport à la demande	14 400 €
CIAS	100 000 €
Atelier Relais Marquein	2 147 €
Atelier relais Cardona	20 167 €
SMMAR	1 846 €
SYADEN (500 000 € en investissement)	21 691 €
Agence Technique Départementale	2 000 €
PETR (2,55x27060)	68 613 €
PETR PCAET (0,19 x 27 060)	5 141 €
Energie Culture	38 950 €
Sapeur Pompiers Castelnaudary	2 000 €
Sapeurs Pompiers Salles	2 000 €
Jeunes Sapeurs Pompiers volontaires	300 €
CIOS	22 175 €
MLIDR 11 (26910 hab x 2 + 10€)	53 840 €
Mounjettes Vilalgeoises	1 000 €
Comité des fêtes du cassoulet	5 000 €
Ass Bibliothèque de France	305 €
L.R. Livre et Lecture	50 €
IB Image	110 €
Pépinière Entreprise	30 000 €
ICC	40 €
Les Vagabonds du Lauragais	1 000 €
Aéroclub	2 650 €
Emploi & Partage	15 €
De Ferme en Ferme	500 €
Les Chemins Gourmands	500 €
Amicale Retraités CCCLA	500 €
Alliance Dvp Agricole	4 000 €
Professionnel de la Santé	5 160 €
Maison Médicale de Garde	5 639 €
Association Chorale Mas Saintes Puelles	700 €
Auat	13 000 €

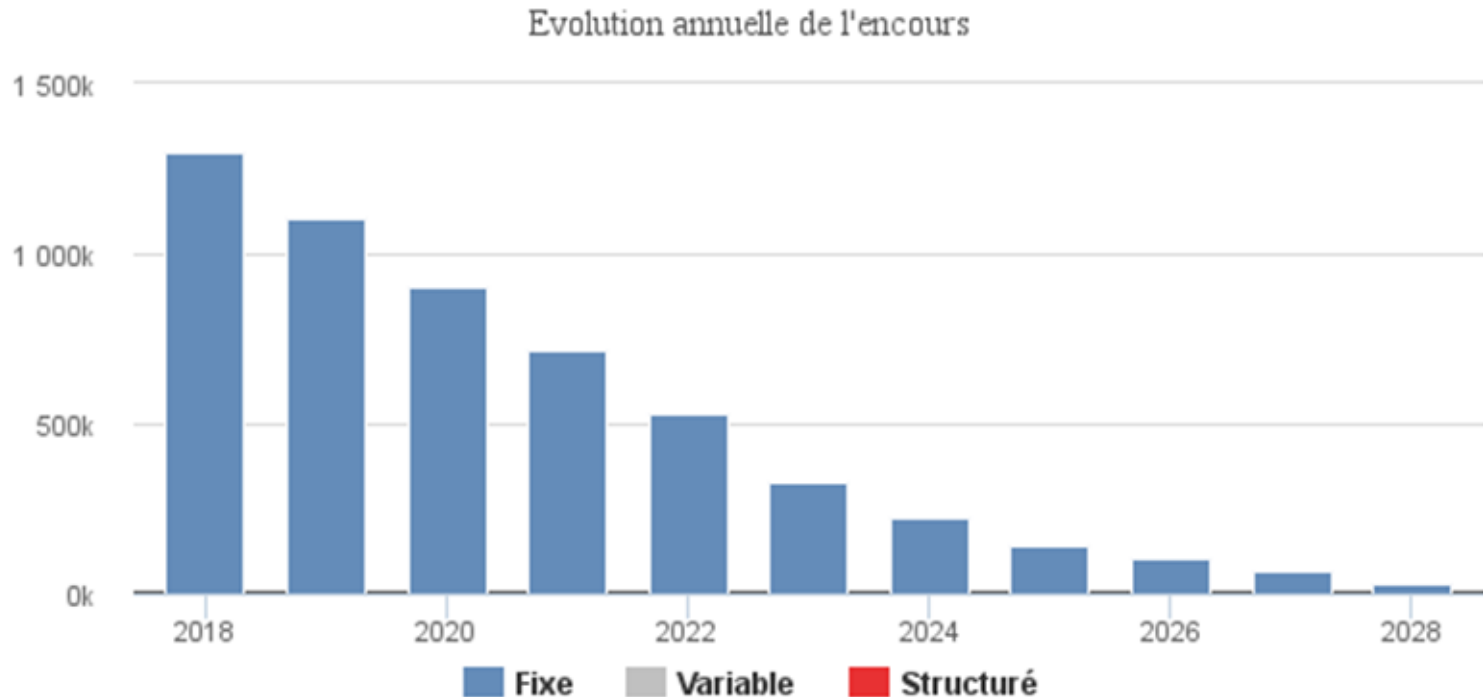
Bénéficiaires	Montant
Port Fluvial	
CIOS	427 €
Pavillon Bleu	465 €
Union Villes Portuaires LR	560 €
OTSI	
CIOS	2 315 €
GAL	6 727 €
OTSI de France	600,00
CC Bram (Chemins de randonnés)	9 442 €
FROSTI	215 €
Comité Régional Touristique LR	19 299 €
Total	764 570 €

5) orientations budgétaires 2018 (6)

Détail des subventions à percevoir

Opérations		Organismes	Montant
Cœur de villages		FSE fonctionnement	50 000 €
Cœurs de villages		DDIRECTE /CD11/ fonctionnement	90 000 €
Aérodrome		Etat / fonctionnement	13 733 €
Spanc		Agence de l'eau / réhabilitation + fonc	100 000 €
RAM		CAF / Fonctionnement	43 428 €
AGDV		CAF / Fonctionnement	25 000 €
AGDV		CD 11 / fonctionnement	10 000 €
Médiathèque		CD11 / Fonctionnement / animation	1 000 €
Aménagement Grand Bassin		Etat/CR/CG Investissement	1 350 241 €
OMHG et OMOA		Eco Emballage / Fonctionnement	15 000 €
Crèche CY, Salles, St Papoul		CAF / Fonctionnement	650 900 €
Crèches		CAF/Investissement	140 255 €
Urbanisme		Communes / Fonctionnement	208 454 €
Natura 2 000		Etat / fonctionnement	40 000 €
Ecole de Musique		CD 11 (Fonctionnement + Dumiste)	25 000 €
Total			2 763 011 €

6) l'analyse de la dette



100% de la dette est à taux fixe ou à taux variable simple
Le taux d'intérêt moyen de la dette consolidée = 4,01%

7) Engagements pluriannuels contractés

Fonctionnement

<i>Désignation</i>	<i>Montant</i>	<i>Durée</i>	<i>Début</i>	<i>Impacts</i>
Subvention CSIEP	38 950 €	4 ans	2018	Aucun

Investissement

<i>Désignation</i>	<i>Montant</i>	<i>Durée</i>	<i>Début</i>	<i>Impacts</i>
Aménagement du Grand Bassin	2 600 000 €	3 ans	2015	20 K€ / an fonctionnement
Replantation Canal du Midi	1 539 145 €	20 ans	2013	Aucun
Très Haut-Débit	1 906 576 €	5 ans	2016	Aucun

8) Le personnel (1)

Effectif au 1er janvier 2018

	Titulaires	Non titulaires	Emplois aidés	Saisonniers	Total
CCCLA	76	35	8		119
OTSI	5	1	0	5	11
OF	0	1	0	3	4
Total	81	37	8	8	134

Informations complémentaires

	Nombre ETP
Personnel mad de la communauté de communes	0
Personnel mad par la communauté de communes	1,05
Personnel bénéficiant avantages en nature	0

Temps de travail hebdomadaire	35 heures
Temps de travail annuel	1560 heures

Régime indemnitaire total à verser	205 262 €
Montant prévisionnel du CIOS	43 615 €
Coût net tickets restaurants	13 500 €
Participation employeur prévoyance	3 305 €

Volume annuel heures complémentaires	2100 heures
Volume annuel heures supplémentaires	300 heures

8) Le personnel (2)

Evolution des dépenses de personnel

	CA 2017	BP2018
012 3CLA	3 128 018,92 €	3 456 062,00 €
012 OT	211 697,00 €	242 925,00 €
012 OF	49 199,26 €	57 217,52 €
= Total 012	3 388 915,18 €	3 756 204,52 €

Explication évolution

Total 012 BP 2018	3 756 204,52 €	
Personnel Eau et Assainissement	135 505,07 €	
-Dde recrutements Administratif	61 320,12 €	sur 6 mois
-Dde recrutement Médiathèque	9 815,00 €	
- Recrutement ST année pleine	38 832,00 €	recettes communes
- Recrutement crèches année pleine	14 117,00 €	recette partielle familles + Caf
- Dde recrutements Port /OT	25 118,79 €	recette partielle plaisanciers
- Remplacement crèche	24 473,74 €	recette partielle
- Remplacement urbanisme	13 088,00 €	recette partielle
- Remplacement service technique	30 936,11 €	recette partielle
"-Prise en compte 1/2 traitements	-39 000,00 €	
= Masse salariale constante	3 441 998,70 €	
- Masse salariale CA 2017	3 388 915,18 €	
= gvt	53 083,52 €	

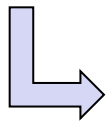
9) Les ratios article 13 loi n°2018-32

Evolution des dépenses réelles de fonctionnement en K€

	BP 2018	CA 2017	Ecart	Commentaires
CCCLA	17507	16663	843	
Port	160	135	25	
Tourisme	329	291	38	
SPANC	342	134	208	
TAD	50	2	48	
PA Fendeille 2	680	0	680	Investissement
Marquein	1	6	-5	
Cardona	2	15	-13	
Station	185	156	29	
Manivel	370	5	365	Investissement
Gémapi	150	0	150	Nouveau
Eau Régie	296	0	296	Nouveau
Eau DSP	183	0	183	Nouveau
Ass Régie	296	0	296	Nouveau
Ass DSP	159	0	159	Nouveau
Total	20710	17408	3302	

Evolution du besoin de financement annuel en K€

Emprunts nouveaux	2 207
- Remboursement de capital	564
= Besoin de financement	1 643



Dont 1428 K€ d'emprunts nouveaux inscrits pour l'eau et l'assainissement qui ne devraient pas être tirés avec la récupération des excédents des communes et des subventions de l'agence de l'eau.

9) Prospective financière

Evolution des marges d'épargne du budget principal

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Produits d'exploitation	16 481 844	16 336 392	17 028 135	17 281 190	17 629 888	17 651 207	17 603 815	17 569 316
Charges d'exploitation	15 296 954	15 160 534	15 140 582	15 865 176	16 617 280	16 936 952	17 036 567	17 173 228
Charges d'exploitation nettes	3 869 180	3 891 775	3 868 683	4 464 605	5 547 323	5 875 536	5 975 151	6 111 812
Epargne de gestion	1 184 889	1 175 858	1 887 553	1 416 014	1 012 608	714 255	567 248	396 087
Epargne brute	1 106 175	1 107 471	1 826 833	1 362 631	966 060	675 056	522 144	358 675
Epargne nette	901 180	922 545	1 650 224	1 191 156	548 079	521 152	350 115	202 397
Dépenses investissement nettes	651 384	146 915	263 454	803 657	1 471 106	1 394 000	780 000	490 290
Emprunt équilibre	0	0	0	0	0	257 000	0	0
Excédent global consolidé	3 632 486	3 882 282	4 658 004	6 046 414	6 435 495	5 512 468	4 846 385	4 366 255
En cours de dette	1 797 003	1 592 008	1 407 082	1 230 597	1 059 122	898 141	690 658	475 698
Evolution Produits d'exploitation	0,89%	0,55%	-0,24%	3,42%	4,91%	0,15%	-0,27%	-0,20%
Evolution Charges d'exploitation	1,68%	0,66%	0,10%	4,68%	4,82%	1,98%	0,59%	0,80%
Evolution Charges d'exploitation n	5,74%	0,58%	-0,59%	15,40%	24,25%	5,92%	1,70%	2,29%
Variation taux	0,00%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
FPIC total	327 096	504 709	680 615	828 600	767 727	767 727	767 727	767 727
FPIC intercommunal	103 020	202 055	156 446	193 835	243 558	243 558	243 558	243 558
CRD / EB	2	1	1	1	1	1	1	1
DAP / EB	3,07	3,08	5,07	3,79	2,68	1,88	1,45	1,00